

## Place aux livres

---

Number 62, Summer 2000

Voyage aux origines de la Nouvelle-France

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/8511ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

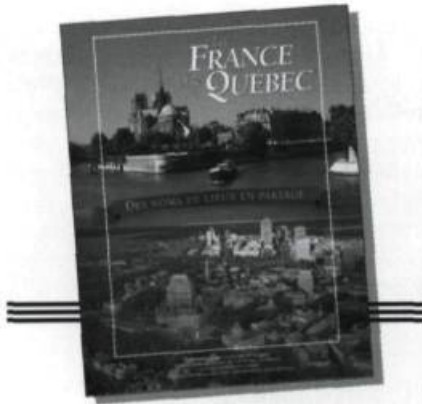
1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

(2000). Review of [Place aux livres]. *Cap-aux-Diamants*, (62), 53–57.



Henri Dorion, Alain Vallières, Jean-Claude Fortin et al. (dir.). *La France et le Québec. Des noms de lieux en partage.* Québec et Paris, Les Publications du Québec et l'Association française pour l'information géographique (AFIGÉO), 1999, 249 p.

Avez-vous déjà entendu le curieux nom d'Issoudun? Cette charmante petite municipalité, située entre Montréal et Québec, avait même fait l'objet d'un sketch de Michel Rivard, en raison de la consonance insolite et de nature énigmatique de son nom. C'est aussi le nom d'une sortie de la route 20, que beaucoup reconnaîtront, dans la région de Lotbinière. En réalité, Issoudun désignait originellement une commune du centre de la France, et ce nom s'inspirait de celui d'une congrégation religieuse très ancienne. Quant aux origines celtiques et au sens textuel d'*Issoudun*, je vous laisse consulter l'ouvrage pour le savoir.

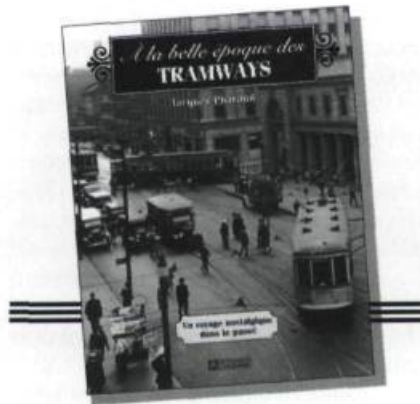
Notre toponymie a beaucoup emprunté à des noms de la géographie de la France pour désigner de nouveaux lieux. Ce livre en recense plusieurs parmi les plus célèbres et les présente, en nous montrant pour chaque nom de lieu une photo et un bref historique de l'endroit, autant en France qu'au Québec, tout en retraçant, dans la plupart des cas, les raisons de l'emprunt toponymique. Les origines des noms de plusieurs villes, villages ou quartiers y sont expliqués, et sont suivis d'une description de lieu éponyme correspondant en France : Laval, Gentilly, Jonquière, Lévis, Limoilou, Longueuil, Montmagny, Sillery avaient déjà tous leur équivalent avant d'exister chez nous. La liste complète aurait sûrement été beaucoup plus longue. Pour cette raison, on omet par exemple des villes québécoises comme Charlemagne (au nord de Montréal) et Sainte-Thérèse-de-Lisieux (à l'est de Québec), dont les noms trouvent des équivalents célèbres en France.

Inversement, on présente aussi des lieux de France dont le nom s'inspire du Québec, par exemple la place du Québec, située à Paris, dans le quartier de Saint-Germain-

des-Prés. Comme il existe une place du Québec à Paris, on trouve en contrepartie une place de Paris à Québec, tout près du traversier de Lévis.

Tout comme les deux récents guides consacrés aux nombreux «Montréal» de France, ce bel ouvrage dresse des parallèles surprenants entre les deux continents, et nous permet de mieux connaître certains aspects de notre territoire. Les textes sont clairs et instructifs. Les photos, bien que minuscules, sont appropriées. La lecture en devient passionnante pour quiconque s'intéresse à nos origines, ici et en France.

Yves Laberge



Jacques Pharand. *À la belle époque des tramways. Un voyage nostalgique dans le passé.* Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1997, 280 p.

L'histoire culturelle des transports est un domaine encore peu développé dans l'historiographie. Les travaux d'amateurs contribuent cependant à faire connaître quelques facettes de cette histoire. Jacques Pharand a pour sa part réalisé une histoire des tramways à Montréal depuis les origines de ce type de transport jusqu'à aujourd'hui. Illustré par un grand nombre de photographies inédites, son ouvrage dépeint les heures de gloire du tramway, lequel est supplanté, à la fin des années 1950, par l'autobus et le métro. L'auteur fait plus que dresser la chronique de l'histoire des tramways, il brosse un portrait sommaire de l'histoire du transport en commun à Montréal.

Jacques Pharand situe en 1861 les débuts du transport en commun dans la métropole. Il nous fait connaître les premières compagnies qui dispensent un service d'omnibus à traction animale. Avec l'arrivée de l'électricité dans l'agglomération de Montréal, un réseau de tramways est mis graduellement en place, ce qui représente une nouveauté pour les Montréalais. On prend alors conscience de la nécessité d'instaurer un réseau

de tramways reliant la banlieue à la métropole. À l'époque, on utilise le tramway pour aller à son lieu de travail, mais aussi pour se rendre à différents endroits dans la ville et même en dehors de la zone urbaine, en fonction des besoins. Avec l'émergence du tourisme, des loisirs et des activités à caractère religieux, le tramway connaît une importante expansion. L'extension du réseau des tramways suit de près le développement économique, culturel, socioculturel et religieux de la métropole. Les changements technologiques vont également modifier l'architecture des tramways. Avec les années, ces véhicules font place au trolleybus, à l'autobus et au métro.

En plus de montrer la complexité de constituer le tracé du réseau de tramways de Montréal, l'auteur nous fait connaître les compagnies qui se font concurrence pour développer ce moyen de transport particulier. L'histoire des tramways a par ailleurs son côté sombre. Les déraillements et les collisions font partie du lot de problèmes des conducteurs de tramway, appelés garde-moteurs, et des passagers. À l'occasion, les garde-moteurs n'hésitent pas à se mettre en grève pour faire valoir leurs droits. Cet ouvrage contient de nombreuses anecdotes et son auteur nous fait découvrir des lieux presque oubliés de Montréal. Ce livre intéressera donc particulièrement tous ceux et celles qui, avant les années 1960, ont connu l'époque des tramways.

Yves Hébert



André Lachance. *Antoine Pépin dit Lachance 1636-1703. Un pionnier de l'île d'Orléans.* Sherbrooke, Les Éditions GGC, 1998, 114 p.

Fondée en 1982, l'Association des familles Pépin inc. a pour but de promouvoir les recherches historiques et généalogiques de cette famille. Elle regroupe les descendants de quatre ancêtres diffé-

rents : Antoine Pépin dit Lachance, Étienne Pépin dit Lafond, Guillaume et Robert Pépin.

Antoine Pépin dit Lachance a été le plus prolifique de ces ancêtres par le nombre de descendants. Une recherche poussée dans les documents d'archives a été réalisée par les membres de l'association. Par la suite, la rédaction de la biographie a été confiée à André Lachance, professeur d'histoire à l'Université de Sherbrooke.

Antoine Pépin est né le 10 avril 1636, au Havre, en Normandie. Venu probablement à l'été 1652 comme engagé pour une période de 36 mois, il s'établit à l'île d'Orléans, dans la paroisse Sainte-Famille. De son union matrimoniale avec Marie Teste, célébrée le 24 novembre 1659, sont issus de nombreux enfants qui ont perpétué le patronyme de Pépin et de Lachance. Lorsqu'il rend l'âme le 23 janvier 1703, Antoine Pépin a pu jeter un ultime regard sur une vie bien remplie agrémentée d'une prospérité matérielle et familiale.

En tant que spécialiste de la Nouvelle-France, André Lachance a su mettre en relation les événements familiaux propres à Antoine Lachance au contexte social de l'époque. Il aborde entre autres, le phénomène de renchéatement d'alliances : afin de survivre et d'améliorer leur condition matérielle, les habitants peuvent compter sur l'entraide des voisins et sur les alliances matrimoniales.

**Sylvie Tremblay**



Dominique Marshall. *Aux origines sociales de l'État-providence : familles québécoises, obligations scolaires et allocations familiales, 1940-1955*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998. 317 p. (Coll. «Trajectoires sociales»).

L'État-providence tire ses origines des années 1940 avec la mise en place des premiers programmes sociaux visant l'ensemble de la population canadienne. Cin-

quante ans plus tard, l'État-providence « universel » chancelle et, malgré la satisfaction d'une grande partie des Canadiens à l'endroit des programmes sociaux qui leur sont offerts, plusieurs se demandent s'il ne faut pas y renoncer. Dans *Aux origines sociales de l'État-providence*, l'historienne Dominique Marshall désire faire le point sur les raisons qui l'ont fait émerger. L'auteure se concentre sur l'histoire de deux lois provinciales votées en 1943, soit l'obligation scolaire et celle sur le travail des enfants, de même que la loi fédérale des allocations familiales adoptée l'année suivante. Elles ont comme caractéristique commune d'offrir pour la première fois des mesures dites universelles, sans restriction quant à la population visée.

L'étude de Marshall met l'accent sur les relations de pouvoir entre les familles et les décideurs et administrateurs des lois. De fait, un élément central de son argumentation demeure la construction de rapports de pouvoir entre les gouvernants et les familles. Ainsi, pour l'auteure, l'élaboration de l'État-providence est indissociable de l'histoire familiale. Par ailleurs, elle démontre aussi que des relations de pouvoir se sont modifiées à l'intérieur des familles elles-mêmes entre père et mère et entre parents et enfants à la suite de l'application des lois.

Dans la première partie de sa démonstration, l'auteure présente les trois mesures universelles, ceux qui les ont élaborées, les acteurs qui les ont administrées de même que les valeurs et intentions à la base de la mise en application de celles-ci. Pour sa seconde partie, Dominique Marshall se penche davantage sur les familles québécoises et, plus particulièrement, sur les retombées positives comme les effets négatifs des décisions des dirigeants et des acteurs politiques sur ces lois sociales. Enfin, dans le dernier chapitre, l'historienne démontre que l'émergence de l'État-providence a contribué à transformer la culture politique des familles québécoises de même qu'à modifier considérablement les rapports entre ces dernières et l'État, qu'il soit canadien ou québécois.

Les spécialistes déploreront l'absence de conclusion et de bibliographie. Le style parfois aride de l'auteure rend aussi la lecture ardue. Cependant, l'ouvrage de Dominique Marshall fera époque en raison de la panoplie d'éléments nouveaux qu'il apporte à l'historiographie québécoise. L'État-providence n'avait pas encore été étudié dans la perspective d'une histoire de la famille. Ensuite, la dimension des relations de pouvoir entre gouvernants et gouvernés en ce qui concerne l'élaboration et l'application des trois lois n'avait pas été examinée par les historiens jusqu'à présent. En outre, l'historienne fait preuve d'une grande originalité

dans l'utilisation de ses sources. Cette originalité dont témoigne le livre, tant par le thème que par les sources, a d'ailleurs été reconnue puisque cet ouvrage, en compétition pour l'obtention du prix John A. Macdonald pour l'année 1999, prix remis par la Société historique canadienne, a reçu une mention honorable.

**Pierre-Olivier Sénéchal**



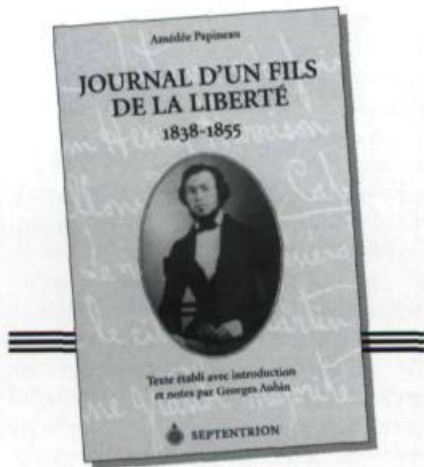
Claude Mathieu. *La mort exquise*. Québec. L'instant même, 1997, 112 p.

Auteur méconnu et incompris de son vivant, Claude Mathieu est sans doute l'un des plus grands nouvellistes que le Québec ait connu. Hélas! peu estimé dans les années 1960, à l'époque où il publia son livre pour la première fois, il est mort presque ignoré des critiques et des lecteurs. Son recueil de nouvelles fantastiques, publié à nouveau récemment, plaira à tous les amateurs d'histoire et, de façon plus générale, satisfera tous ceux pour qui le luxe de la connaissance et de l'art est nécessaire, voire vital.

L'amour de l'art et du savoir, thèmes auxquels ne resteront pas insensibles les historiens et leurs lecteurs, semblent fasciner l'écrivain. Pourvu d'une culture générale prodigieuse en plus d'un talent exceptionnel, Claude Mathieu n'en fustige que mieux l'irréflexion qui caractérise un certain type d'érudition, celle qui, faisant peu de cas de la conceptualisation, se contente d'accumuler fiches, livres et informations brutes sans même s'arrêter à quelque questionnement épistémologique. Au fil des courts récits, une certaine catégorie d'historiens, de littéraires, d'archéologues, d'archivistes et de bibliothécaires, ignorant ou négligeant la finalité de leurs propres travaux, sont ainsi pointés du doigt.

Constatant bien notre impuissance devant le jugement de l'histoire, l'auteur est aussi conscient de la difficulté de faire connaître et estimer une œuvre artistique ou littéraire. Sans doute est-ce la raison pour laquelle Mathieu fait dire à l'un de ses personnages que «le paradis, ce sera de vivre éternellement dans les œuvres d'art que nous aimons». Au moins aura-t-il connu «la noble et touchante illusion des hommes qui s'imaginent durer en faisant durer les objets», comme il l'écrit lui-même dans une de ses nouvelles. L'excellente équipe des éditions L'instant même s'assure aujourd'hui que cette durabilité ne soit pas qu'illusoire.

François Robichaud



Amédée Papineau. *Journal d'un fils de la liberté, 1838-1855*, texte établi avec introduction et notes de Georges Aubin. Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998, 957 p.

Pour souligner leur dixième anniversaire, les éditions du Septentrion ont décidé de publier les sept livres du journal rédigés par Amédée Papineau, de 1838 à 1855. Georges Aubin a établi et noté le texte. Voilà un ouvrage de référence qui met bien en valeur le journal de Papineau, ce qui est tout à l'honneur d'Aubin et des éditions du Septentrion.

Dans son avant-propos, l'éditeur parle de l'oubli dans lequel est tombé Amédée Papineau et de l'importance de publier un pareil ouvrage. Il a bien raison. Amédée Papineau est un érudit; il a une grande soif de connaissance et son journal révèle des informations intéressantes sur la période 1837-1855. Le livre nous fait découvrir un personnage hors du commun. Même si Papineau a écrit son journal jusqu'en 1902, l'éditeur préfère ne pas dépasser l'année 1855. L'avant-propos est suivi d'une biographie de Papineau (1819-1903) qui lève le voile sur ce «fils de la liberté». Georges Aubin ajoute

une note où il explique brièvement le travail de transcription et les ajustements tels que la correction des fautes de grammaire et la modernisation des graphies où madame (Mde) devient Mme. Il commente également les anglicismes et les noms désuets dans les notes de bas de page, ce qui agrément grandement la lecture du journal.

«Des événements importants et qui doivent tenir une place saillante dans l'histoire du Canada viennent d'avoir lieu. La guerre civile a éclaté dans les provinces britanniques de l'Amérique du Nord». Ce sont les premiers mots qu'écrit, le 23 mars 1838, Amédée Papineau dans la préface de son *Journal d'un fils de la liberté*. La première référence de Papineau, présentée dans une note de bas de page, renvoie à Thomas Moore. Ceci en dit long sur les idées de Papineau.

Dans le livre premier, Amédée Papineau fait quelques remarques sur l'histoire politique du Canada depuis la Conquête de 1759 jusqu'aux soulèvements de 1837. «Je vais en peu de mots donner un abrégé de l'histoire politique du pays depuis qu'il a eu le malheur, en 1763, d'être cédé à l'Angleterre». Bien plus que d'un simple journal, c'est donc d'une chronique quotidienne de l'histoire d'un pays en pleine mutation dont il s'agit. Et Papineau est bien au fait de l'actualité politique. Il nous parle également de théâtre et les détails qu'il donne sont aussi intéressants que ceux attachés à la vie politique.

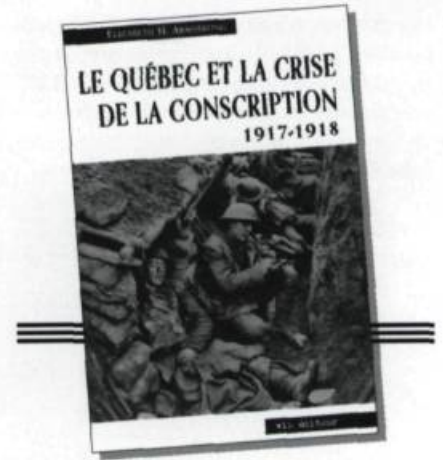
La plume d'Amédée Papineau est alerte et semble rapporter assez fidèlement les événements. Ce journal vaut donc le détour. Soulignons l'excellent travail de Georges Aubin et la bonne idée des éditions du Septentrion de publier cet ouvrage. Espérons qu'on publiera la suite jusqu'en 1902.

Daniel Perron

Elizabeth H. Armstrong. *Le Québec et la crise de la conscription : 1917-1918*. Montréal, VLB éditeur, 1998, 294 p.

En 1937, Elizabeth Armstrong, dans *The Crisis of Quebec : 1914-1918*, a voulu expliquer la crise de la conscription et surtout démontrer que le nationalisme des Canadiens français «n'est pas chauvin». Elle présentait les grandes lignes de l'évolution de ce nationalisme entre 1763 et 1914, pendant les premières années de guerre et, dans le dernier tiers du livre, la crise de 1917-1918. C'est donc un sujet plus ambitieux qu'indique le titre de cette traduction.

Les sources incluent plusieurs articles de journaux francophones de l'époque, des



débats de la Chambre des communes et des livres disponibles avant 1937. Les éditeurs de la traduction ont ajouté une bibliographie des livres plus récents, ainsi qu'une bonne préface de Paul Lemieux qui situe l'ouvrage dans le contexte de l'année de sa publication. Il conclut que «le livre porte le poids des ans» malgré le ton paternaliste et «des généralisations un peu rapides». Lemieux, comme l'auteur, exagère l'importance des nationalistes de l'époque (p. 9, 31, 65) et lorsqu'il parle de l'étude de «deux nations» (p. 11), il interprète mal l'intention d'Armstrong, qui précisait que le Canada français constitue «aujourd'hui une nationalité à l'intérieur d'une nation» (p. 31).

On voit bien la sympathie d'Elizabeth H. Armstrong envers les Canadiens français. Elle présente les raisons qui expliquent le moins grand enthousiasme des francophones par rapport aux anglophones canadiens (qui incluent un bon nombre d'Anglais). En plus des réactions aux injures de la presse anglophone et à la crise des écoles en Ontario, il y avait aussi les problèmes reliés à la création d'une brigade francophone, à l'instruction militaire en anglais, au peu d'officiers francophones et à une campagne de recrutement demandant de l'aide pour la Grande-Bretagne. Cependant, la faiblesse la plus évidente dans l'argumentation d'Armstrong est l'affirmation qu'en 1914 le Canada francophone fut à la «quasi-unanimité» et de «tout cœur favorable à la guerre» (p. 29, 87). Sans doute, certaines élites soutenaient la cause, comme les élites francophones appuyaient la guerre des Boers en 1899 (malgré l'impression contraire de l'auteur, p. 57). Mais les militaires francophones furent beaucoup plus hésitants que les orateurs et les chiffres confirment cette hésitation – même en 1914 – de s'enrôler. Formant 35 % de la population, ils ne représentaient que 5 % des soldats (p. 112-113, 159, 280). Il y avait sans doute des raisons à cette hésitation, mais prétendre qu'elle n'existait pas et que les Canadiens français «étaient profondément blessés de

voir que leur réaction enthousiaste à l'appel pour des hommes n'avait apparemment pas eu d'autre résultat que l'injustice...» (p. 148) n'aide pas la compréhension de la crise.

**John MacFarlane**



*Les Soirées du Château de Ramezay de l'École littéraire de Montréal.* Édition présentée par Micheline Combrant et François Hébert. Montréal, Les Éditions Fides, 1999, 345 p.

Véritable attestation de l'effervescence littéraire qui a empreint le Québec de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le recueil des *Soirées du Château de Ramezay* rassemble des textes d'écrivains membres de l'École littéraire de Montréal. Publié pour la première fois en 1900, l'ouvrage est une réédition présentée par Micheline Combrant et François Hébert, professeurs de littérature à l'Université de Montréal, qui reprend intégralement l'édition originale initialement préparée par le président de l'École, Wilfrid Larose.

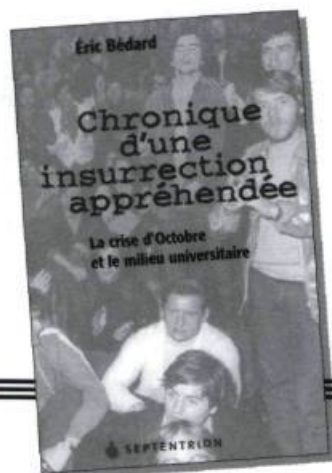
C'est à la suite du succès des quatre séances publiques de l'École littéraire de Montréal, tenues à l'hiver 1898-1899, qu'est né l'ouvrage. Fort de cette popularité, Larose eut le projet de «réunir tous [les] meilleurs travaux de l'année en un livre» et de le présenter, «pour la gloire du Canada, à l'exposition de 1900». Ainsi, c'est d'abord motivé par la «quête d'approbation» de la littérature québécoise par la France qu'est né le recueil, ce qui explique sa dédicace faite «à la France/à la mère patrie» (p. 17).

Poésie, prose, essai, nouvelle, conte, fragment de théâtre constituent l'ouvrage de l'École littéraire de Montréal, école qui était en fait un petit cénacle où l'on discutait de littérature. Certains écrivains marquants de la littérature québécoise ont contribué aux *Soirées du Château de Ramezay*. On pense aux Louis Fréchette, Émile Nelligan et Albert

Lozeau et il y en a aussi d'autres dont la postérité n'a pas cru bon de retenir le nom. Par ailleurs, une courte présentation biographique, accompagnée d'une bibliographie, précède les textes de chacun des dix-sept auteurs participant à la réalisation de cette œuvre collective.

Offrant un coup d'œil furtif sur une littérature encore à la remorque de la littérature française, *Les Soirées du Château de Ramezay* se veut également un ouvrage qui laisse entrevoir les premiers balbutiements de la littérature moderne québécoise.

**Jean-François Bouchard**



Éric Bédard. *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire.* Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998, 199 p.

Le travail collectif de mémoire sur la crise d'Octobre suit des cycles qui reflètent les évolutions du climat social et politique. Le thème a beaucoup été débattu au cours des années 1970, surtout par des personnes qui avaient été directement concernées par les événements. Les débats d'alors étaient acerbes et faisaient écho à celui entourant la question nationale. Après le premier référendum, une période de silence gêné a commencé, qui n'est plus guère brisée que sporadiquement depuis lors. Bédard pose maintenant le regard d'un jeune historien qui n'a pas personnellement vécu 1970 et qui peut penser la crise avec une distance nouvelle.

À la fin des années 1960, le milieu universitaire montréalais est en effervescence. Il participe pleinement à un contexte mondial favorable à la contestation et se situe à l'avant-garde des réformes de la Révolution tranquille. Les premiers gradués des cégeps baignent dans un climat de mobilisation étudiante jamais vu, qui se poursuit volontiers, notamment à la nouvelle Université du Qué-

bec à Montréal laïque et populaire. Ce climat inquiète les gouvernements qui font espionner les étudiants. Toutes sortes d'utopies sont dans l'air du temps. Certains cherchent à se structurer dans un projet marxiste cohérent. Mais c'est le mouvement «spontanéiste» qui va triompher avec les enlèvements de Richard Cross et de Pierre Laporte. On sait comment le romantisme révolutionnaire des kidnappeurs va vite se heurter au ressac conservateur de la société, à la peur, à l'indifférence.

Le livre de Bédard est un ouvrage précis au sujet très bien cerné. En passant, il aborde des thèmes qu'on aimerait voir développer ailleurs, tant les questions qu'ils soulèvent présentent de l'intérêt.

Bédard évoque entre autres des faits qui surprennent le lecteur de cet après 1995 si marqué par l'émergence d'un nouveau nationalisme canadien. Qu'on songe, par exemple, que le Front de libération du Québec avait ses sympathisants dans les universités anglophones. Le *McGill Daily* a d'ailleurs servi de tribune à des débats dans lesquels des points de vue très radicaux ont été mis de l'avant. Qui plus est, plusieurs milieux de gauche dans les campus du Canada anglais ont aussi considéré la lutte des felquistes comme une cause légitime. Le Manifeste du FLQ a d'ailleurs été lu et commenté par un professeur de l'Université du Manitoba, au grand dam des agents de la Gendarmerie royale du Canada. Ce petit capital de sympathie va cependant vite être emporté après l'assassinat de Pierre Laporte.

Une autre donnée de la situation politique de 1970 que Bédard rappelle opportunément à notre mémoire est l'existence à cette époque d'un mouvement populiste de droite bien enraciné au Québec : les créditistes. Le parti des Réal Caouette et Camille Samson va d'ailleurs déclencher à l'occasion de la crise d'Octobre une campagne d'une violence inouïe contre les milieux universitaires, proposant une purge de ces «petits professeurs barbus qui puent», responsables selon eux de l'endoctrinement de la jeunesse.

Pour Bédard, la crise d'Octobre est l'histoire d'une désillusion, qui annonce celle de 1980.

**Alain Huot**

Hervé Gagnon. *Divertir et instruire. Les musées de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle.* Sherbrooke, Les Éditions GGC, 1999, 241 p.

Dans cet ouvrage, l'auteur établit un pont entre deux pratiques : l'histoire et la muséologie. Plus exactement, il essaie de mettre un peu de muséologie dans



l'histoire. En nous dévoilant l'histoire des musées montréalais accessibles au public à travers le XIX<sup>e</sup> siècle, il tente également de montrer que l'histoire des musées ouvre une fenêtre sur les modes d'expression d'une société.

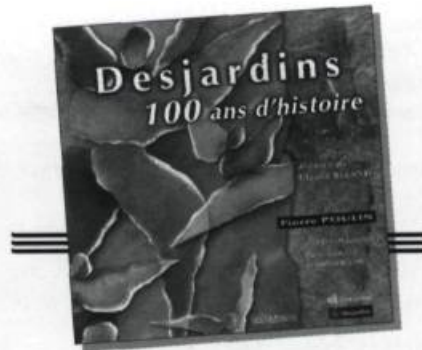
Il existe deux types de musées au XIX<sup>e</sup> siècle : ceux qui divertissent et ceux qui diffusent la connaissance. Les musées de divertissement, principalement des institutions privées, visent à faire du profit (par exemple, le Museum Italiano). Les expositions exhibent souvent des objets insolites comme un agneau à huit pattes ou une tête humaine «pétrifiée». Elles sont un des rares moyens de divertissement de la classe ouvrière.

Quant aux musées plus «savants», ils visent principalement un public bourgeois en quête de connaissances. Le domaine scientifique est à l'honneur, notamment avec la géologie (expositions de pierres et de fossiles). D'autres thèmes, tels les arts et l'histoire nationale, sont aussi exploités. Toutefois, selon l'auteur, les élites ethniques qui dirigent ces musées en profitent pour véhiculer leurs idéologies. Par exemple, la bourgeoisie canadienne-française de Montréal valorise l'histoire de la survivance à travers ses musées d'histoire, celle des Canadiens anglais valorise l'unité canadienne en favorisant la recherche géologique à travers tout le pays.

La lecture de cet ouvrage, tiré d'une thèse de doctorat, est agréable puisque ce dernier a été allégé de tous les détails historiographiques et méthodologiques qui caractérisent habituellement ce type de recherche. Il s'adresse à tous ceux qui ont un intérêt pour l'histoire des idées et de la culture.

**Julien Bréard**

Pierre Poulin, avec la collaboration de Pierre Goulet et Andrée Rivard. *Desjardins 100 ans d'histoire*. Sainte-Foy/Lévis, Éditions Multimondes/Les Éditions Dorimène, 2000, 130 p.



L'an 2000 marque le 100<sup>e</sup> anniversaire de la fondation, par Alphonse Desjardins, de la première coopérative d'épargne et de crédit en Amérique. Son histoire, qui commence avec un maigre dépôt de 10 sous, est celle d'une des plus belles réussites financières collectives du Québec. Pour le Mouvement Desjardins, c'est l'occasion de souligner 100 ans de participation tant économique que sociale à l'évolution de la société québécoise. Au cours des années 2000-2001, de nombreux événements viendront rappeler cet anniversaire. Le livre de Pierre Poulin, *Desjardins 100 ans d'histoire*, s'inscrit dans cette foulée. Ce magnifique ouvrage a la facture d'un album souvenir; il présente de nombreuses photographies, des témoignages et des anecdotes, tout en apportant une synthèse solide sur les grandes étapes de l'évolution du mouvement, fruit de plusieurs années de recherche de la part de l'auteur qui a signé les trois premiers tomes de *l'Histoire du Mouvement Desjardins*.

L'ouvrage comprend quatre parties. La première nous présente le fondateur, Alphonse Desjardins, sa pensée et son action au cours des vingt premières années. Le lecteur peut constater comment le projet de Desjardins, directement inspirée par les conditions intolérables du crédit à l'époque, est porteur d'un idéal d'émancipation économique de la société québécoise. Il bénéficie donc de nombreux appuis, notamment des intellectuels, des politiciens et particulièrement du clergé qui s'investit dans la propagande et dans l'organisation des caisses populaires.

La mort de Desjardins et les crises économiques qui marquent le début des années 1920 et les années 1930 portent de durs coups au mouvement. La deuxième partie montre bien la nécessité pour les caisses populaires, après vingt ans d'existence, de mieux se structurer et d'assurer leur sécurité financière dans l'intérêt des membres. Ces changements ne se font pas sans heurt : le projet de Desjardins de fonder une fédération provinciale et une caisse centrale est rejeté et le mouvement se structure d'abord sur une base régionale, révélant ainsi la résistance à la centralisation et «l'idéal d'autonomie»

des dirigeants des caisses populaires des régions. Des facteurs tels que la montée des identités régionales et le rôle majeur joué par le clergé expliquent aussi en partie ces orientations. Cependant, les besoins financiers des unions régionales provoquent, en 1932, la création de la fédération provinciale, qui bénéficie d'une subvention du gouvernement provincial. Les unions régionales (et les caisses populaires) conservent toutefois leur autonomie, tout en déléguant à la fédération les pouvoirs d'inspection et de relations avec le gouvernement.

Les troisième et quatrième parties démontrent comment, par la suite, le Mouvement Desjardins devient une force financière. Soutenues par une croissance économique remarquable après la Deuxième Guerre mondiale et par le discours nationaliste de plus en plus présent, les coopératives d'épargne et de crédit se multiplient rapidement et forment un réseau très dense. Elles doivent par la suite s'adapter aux changements dans les modes de vie de la société moderne, notamment par l'ouverture au crédit à la consommation. Encore ici, les modifications sont importantes, car elles questionnent la pensée même de Desjardins sur le crédit «productif». Les années 1960 sont aussi marquées par la croissance du réseau des sociétés filiales du mouvement qui entraîne la création, en 1971, d'une nouvelle structure. Celle-ci marque une étape de plus dans la centralisation du pouvoir décisionnel. De la dernière partie, qui couvre les années 1970 à nos jours, nous retenons surtout l'évolution de la «superstructure» du Mouvement Desjardins, évolution rendue nécessaire par le décloisonnement des quatre piliers financiers et par la concurrence sur le plan international. Cette réalité financière et la nécessité d'assurer une rentabilité accrue provoquent, en 1999, l'adoption du projet d'une fédération unique, un événement dont on ne peut à l'heure actuelle mesurer les résultats.

Avec les changements majeurs qui s'opèrent présentement au sein du Mouvement Desjardins, l'un des intérêts de ce livre réside dans le fait qu'il démontre qu'il existe depuis longtemps au sein du Mouvement un débat sur le maintien de l'idéal coopératif et sur sa transformation dans un contexte de mondialisation. Et force est de constater que les changements ne sont pas nécessairement négatifs. Écrit dans une langue claire et concise, avec un souci manifeste de raconter et de comprendre tout à la fois, *Desjardins, 100 ans d'histoire* est une bonne introduction pour quiconque veut connaître l'histoire de la première institution financière du Québec. ♦

**Martine Côté**